

Réseau RACOPY  
Réseau Recherche - Actions Concertées Pygmées  
B.P. 11 Yaoundé  
Tél. : 2 22 21 15 51 fax : 2 22 21 11 44  
Email : racopy05@yahoo.fr



# 2015

## Rapport de la 51ème Assemblée Générale du RACOPY à Kribi du 29 au 30 Octobre 2015

*ESSO Jeanne Rosy*

*Appui pour la Protection de*

*l'Environnement et le Développement*

*30/10/2015*

## Contenu

<i>Liste des abréviations :</i> .....	2
<i>i. Mot de bienvenue :</i> .....	1
<i>ii. Mot du président :</i> .....	1
<i>iii. Présentation des participants :</i> .....	1
<i>iv. Présentation et adoption du programme :</i> .....	1
<i>v. Présentation du rapport de la 50<sup>ème</sup> Assemblée Générale par APIFED</i> .....	1
<i>vi. Suivi des recommandations :</i> .....	1
<i>vii. Rapport d'activité des pôles :</i> .....	2
<i>viii. Rapport des activités de la présidence et de la coordination :</i> .....	8
<i>ix. Rappel des principaux textes de bases du réseau</i> .....	8
<i>x. Le point sur le festival culturel et touristique Baka green days</i> .....	9
<i>xi. Présentation FCTV</i> .....	10
<i>xii. Compte rendu de la réunion avec les partenaires technique autour de la réserve de biosphère de Dja:</i> .....	11
<i>xiii. Plaidoyer sur les droits fonciers des peuples autochtones en rapport</i> .....	12
<i>xiv. Réaliser le CLIP dans les initiatives/projets REDD+ au Cameroun</i> .....	13
<i>xv. Suivi des grands projets</i> .....	14
<i>xvi. Réforme des pôles :</i> .....	15
<i>xvii. Présentation de CEDLA</i> .....	18
<i>xviii. Divers</i> .....	18
<i>xix. Mot de clôture du président :</i> .....	19

*Liste des abréviations :*

OSC : Organisation de la société civile

APED : Appui à la Protection de L'environnement et le Développement

RACOPY : Réseau Recherche-Action Concerté Pygmée

INADES :

ASBAK,

ASTRADHE

CED: Centre Pour L'environnement Et Le Développement

PLAN CAMEROUN International

FONFDAF

CAFER

GDA

WOPA : Women's Promotion and Assistance association

FODER : Forêt Et Développement Rurale

OKANI

CEDLA

APIFED

BACUDA: Bagyéli's Cultural and Development Association

ROCAME

ADEBAGO

CEFAID

FCTV

CADER: Cercle d'Appui au Développement Rurale

PA : Peuples Autochtones

OCNS

MINEDUB

MINAS

SAS

ABAWONI

ADEBAKA

PDPP

PNDP

PSFE

TDR

COVAREF

CR/GRFA SEDUC

MINEPAT

BUCREP

JEFF

CNDH.

WWF

ZIL

UNESCO

MINCULTURE

MINTOUR

AGR

ECOFAC

SFID

CLIP

ADEPADEL

L'an deux mille quinze et vingt-neuf du mois d'octobre s'est tenu à Kribi dans les locaux de l'OSC APED la 51<sup>ème</sup> réunion du Réseau Recherche – Actions Concertées Pygmées (RACOPY). L'ordre du jour portait sur la présentation du rapport d'activités de la 50<sup>ème</sup> AG organisée à Djoum, le suivi des recommandations, les travaux ont également portés sur le suivi des projets Cam-Iron et Caminex, les actions de plaidoyer et de suivi relatives aux droits fonciers des PA en rapport avec les activités de Biopalm. Le compte rendu de la réunion avec les partenaires autour de la réserve du Dja sera effectué et le point sur la réforme des Pôles a également été débattu au cours de cette Assemblée Générale. Le présent rapport rend compte du déroulement des travaux

*i. Mot de bienvenue*

Le mot de bienvenue a été prononcé par Victorien Mba coordonnateur APED structure hôte. APED se dit heureux de recevoir tous les représentants de structure présent et prévient des risques qu'il y a à aller à la mer, il invite enfin tous les participants à se sentir à l'aise.

*ii. Mot du président :*

Le Président a remercié APED pour la responsabilité de nous réunir sous son toit, il a dit souhaiter que les activités programmé se passent correctement de la meilleure des manières et a réclamé toute l'attention des participants, sur ces mot, il a déclaré ouvert les travaux de l'assemblée générale.

*iii. Présentation des participants :*

Etaient présent à cette réunion les organisations suivantes:

- |                                       |                   |
|---------------------------------------|-------------------|
| 1) INADES, Yaoundé                    | 9) GDA , Yaoundé  |
| 2) ASBAK, Lomié, président du réseau, | 10) WOPA, Kribi   |
| 3) APED, Kribi                        | 11) FODER,        |
| 4) ASTRADHE, Lomié                    | 12) OKANI,        |
| 5) CED, Yaoundé                       | 13) CEDLA, Kribi  |
| 6) PLAN CAMEROUN International,       | 14) APIFED, Djoum |
| 7) FONFDAF, Bipindi                   | 15) BACUDA, Kribi |
| 8) CAFER, Yaoundé                     | 16) ROCAME        |
|                                       | 17) ADEBAGO       |
|                                       | 18) CEFAID        |

19) FCTV

20) CADER, Akom II

Le quorum est atteint, 4 pôles sur 4 sont effectivement représentés.

*iv. Présentation et adoption du programme :*

Le programme a été lu et en fonction de la disponibilité des uns et des autres, certains points ont été déplacés et un exposé a été ajouté. En effet, on devra dès aujourd'hui voir les points concernant le festival des Peuples Autochtones BAKA, suivi des projets CamIron et Caminex, clarification du point sur la présence des observateurs observateurs, et le processus d'intégration de nouveaux membres. Ceci dit, il s'agira d'écouter les structures FCTV et CEDLA se présenter et de d'insister sur l'importance du respect des procédures. Demain, il s'agira de revoir les textes de base du réseau et le mode de recrutement des nouveaux membres, l'exposé sur Plaidoyer sur les droits fonciers des PA en rapport avec les activités de Biopalm.

Des éclaircissements ont été donnés à CEDLA sur le contenu de la **présentation** que doivent faire les nouveaux membres. Il s'agit de présenter les activités en lien avec les thématiques du RACOPY. CEDLA devrait donc faire sa présentation le lendemain.

*u. Présentation du rapport de la 50<sup>ème</sup> Assemblée Générale par APED DJOUM :*

Le rapport a passé en revue tous les points qui avaient été déroulés. Les réactions des participants ont portées sur les points suivants :

- APED et FONDAF doivent être ajouté aux participants.
- Le pole Océan à travers BACUDA fait le suivi de la mise en œuvre du nouveau PPAV et apporte à travers le processus de médiation auquel il est impliqué, des suggestions pour un meilleur fonctionnement.
- Pour ce que Concerne OKANI, le travail des représentant OCNS est fragilisé sur le terrain par les membres qui mettent en œuvre le projet OKANI.
- Une recommandation avait été faite pour PLAN Cameroun Cameroun, il s'agissait de mettre en œuvre une stratégie efficace du plaidoyer pour une prise en compte au MINEDUB central.

- Pour ce qui est des aspects financiers, il était question de continuer à sensibiliser les nouveaux membres afin qu'ils s'acquittent avant la fin d'année de leurs charges financières.

*vi. Suivi des recommandations :*

Il s'agissait ici pour les OSC présentes, de voir les avancées réalisées en lien avec les suggestions qui avaient été faites lors de la dernière AG.

- OKANI prévoit une tournée de surveillance qui va recadrer le projet en améliorant la communication avec les responsables des organisations qui s'affairent sur le terrain, et entre les acteurs, et les organisations qui mènent les activités similaires. L'effectivité des engagements pris par OKANI et les efforts de renforcer les capacités de ces organisations à participé aux différent RACOPY ne semblent malheureusement pas encore être une réussite. En général, les recommandations faites à OKANI sont en bonne voie d'être suivies.
- APIFED, n'a pas pu accompagner les organisations ADEBAKA et ABAWONI pour l'élaboration d'un PLAN Cameroun de redynamisation. Pour ce faire, il faudrait éclaircir les relations entre le pôle et les organisations locales, cela doit être fait par OKANI.
- Il est proposé de mener une étude sur la gestion des fonds alloués aux projets des PA dans les mairies.
- Le RACOPY prévoit d'écrire au minas pour savoir le Job description des SAS qui ont été installé dans les arrondissements pour les Peuples Autochtones.
- Le ROCAME entend que plateforme a initié un projet pour ADEBAGO, il s'agissait d'écrire le projet pour relancer ADEBAGO, l'initiative est parti du président du CADER Edouard MFOM ENGO. Au vu de l'absence de responsables chez ADEBAGO, il a fallu confier à un animateur la direction du projet. Le projet visait à faire construire une case communautaire et une centaine de ruches. Le projet avait pour objectif de vendre le miel mais cela a été trouvé ambitieux. Il s'agira d'abord de produire le miel pour la consommation des communautés et la vente au niveau local. Pour ce qui est de la structuration d'ADEBAGO, le reliquat du projet permettra d'organiser l'Assemblée Générale. Le processus de coaching pour la relance d'ADEBAGO est en route, l'assurance d'une suite favorable par du fait que deux jeunes sont en train

d'être formés pour pouvoir prendre la relève. Le RACOPY devrait pouvoir suivre, et toujours améliorer la communication entre les structures. Le réseau recommande que les membres du pôle continu à suivre ADEBAGO, et assure un véritable transfert de compétence.

- La façon dont le processus pour ce qui concerne la réserve de biosphère du Dja a été conduit est à revoir.

*iii. Rapport d'activité des pôles :*

**1. Le pôle Lomié**

Le rapport a été présenté par 02 organisations, faute de réunion au sein de la coordination. Néanmoins, quatre points ont marqués les activités du pôle :

1) La journée internationale des Peuples Autochtones

Les manifestations ont eu lieu du 20 au 21/09/2015. Les principaux acteurs étaient : ASTHRADE, SAS, ASEDEF, ASBAK et les autorités. Les principales activités ont été : les sports collectifs, les causeries éducatives.

2) Participation aux consultations publiques sur l'EIES

ASTHRADE et ASBAK ont été cooptés pour faciliter l'organisation de la réunion d'information sur consultations publiques pour l'étude d'impact environnemental et social sommaire du projet de construction du réseau de distribution de l'énergie électrique dans la région de l'Est, du barrage de Lom-Pangar tronçon Abong-bang Lomié. Ceci a permis aux organisations d'influencer certains points du cahier des charges.

3) Sensibiliser les parents Baka pour le phénomène des LOCASSA

Les parents des villages Bosquet, Payot et Nomédjoh ont été sensibilisés sur les inconvénients du phénomène.

4) Projet « chasser deux lièvres à la fois » :

ASTHRADE et ASBAK ont facilité le lancement de la phase pilote de ce projet qui a pour objet de tester les outils (le saber) et y apporter les corrections.

5) Les difficultés rencontrées

- le manque de réunions entre les membres du pôle, ce qui est due à l'éloignement entre les différents membres

- le mauvais état de santé de la responsable du pôle
- 6) les solutions proposées
- la coordination devrait faire vivre les OSC par des appels téléphoniques
- chaque OSC devrait chercher à avoir des moyens de subsistance.

Le point sur la scolarité :

PLAN Cameroun se propose d'appuyer toutes les organisations à la base, qui veulent bien proposer des actions pour que les enfants restent à l'école. Dans la stratégie, il faudrait impliquer les communautés pour être sûr d'avoir les moyens de notre politique, il faut donc prendre en compte tous les facteurs de la déperdition scolaire des enfants. Les principaux facteurs de déperdition sont: le manque d'actes de naissance, le cas complexe de l'exploitation des Baka dans les champs, et les logements des enseignants. PLAN Cameroun est en train de mettre sur pied une stratégie visant à acheter les compétences des enseignants, il leur faudra, vivre au village, avoir un bon comportement avec les enfants et avoir un bon taux de couverture des programmes (une bonne préparation des cours) c'est sur ces bases que les enseignants seront récompensés. Les enseignants doivent dans le cadre de ce programme enseigner en langue locale. Pour la durabilité, PLAN Cameroun envisage après observation des résultats, en 2018 de lancer une action de plaidoyer pour que l'Etat prenne en charge ces primes comme cela est fait pour la santé.

Le problème du contrôle des enseignants : il est de la responsabilité des communautés d'être plus regardantes sur le comportement des enseignants et promptes à écrire aux autorités. La chose pourrait être vu à deux niveaux l'objectif global étant (1) d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation, (2) améliorer les politiques pour que soit prises en comptes les spécificités des peuples autochtones. PLAN CAMEROUN fait une étude comparée et prend en compte les éléments qui peuvent améliorer la stratégie. Les enseignants sont associés à l'étude, ceci permettra de comprendre le pourquoi de leur comportement. Il faudrait organiser la réflexion avec toutes les parties qui travaillent sur cette thématique (MINAS, PDPP, PNDP, OSC...).

En 2015, l'Est a eu le plus petit nombre d'enseignants affecté pour y travailler. PLAN Cameroun prévoit donc de poursuivre une action de plaidoyer, les mairies ont proposés de recruter les enseignants, les prendre en charge pour une période et veiller à leur recrutement dans la fonction publique.

2. La citoyenneté :



Pour ce qui est de actes de naissances, les parents retardent l'élaboration des actes de naissances pour minimiser les effets des retards scolaire, il faudrait, changer cette pratique car le résultat scolaire n'est pas lié à la possession ou non d'un acte de naissance. PLAN Cameroun est invité à réfléchir un peu plus sur cette question.

Participation à la journée des Peuples Autochtones à Yaoundé les participants ont été encouragés à être présent au forum au forum des 14 et 15 novembre, ce sera une journée de réflexion sur ce qui a été fait et sur ce qui reste à améliorer.

Participation à la journée de la fille à Mindourou, car le CPFF de Mindourou est fermé il s'agissait de l'ouvrir, et la fondation orange va équiper et réhabiliter les centre d'Abong-bang.

Le championnat de vacance et le nettoyage de l'école. Les bourses prenants en compte les enfants du secondaire ont été accordé 151 enfants vont en bénéficiés

- Pôle Océan :

Pour la rentrée scolaire, le FONDAF avait à rencontrer les SAS pour voir ce qui a été fait, depuis 2ans, ce n'est qu'aujourd'hui qu'est passé un appel téléphonique pour la prise en charge de la scolarité des élèves du lycée. Pour ce qui est de la formation des médecins traditionnels, les médecins ont été insatisfaits du traitement à eux réservé par le PNDP. Le nombre d'enfants scolarisé est de 281 le pôle prévoit de mettre sur pied une stratégie comme celle du RACOPY favorisant la participation de tous.

Pour ce qui est de la formation des SAS, les membre des communautés ont été formés mais n'ont pas reçu d'argent.

Pour ce qui est de la formation des communautés autochtones en médecine traditionnelle, fallait-il vraiment y introduire les outils de médecine moderne ? Car cela semble poser des problèmes nouveaux de tétanos et autre entretiens du matériel.

La communication au sein des pôles doit être amélioré dans ce sens il est proposé, vu la distance, de profiter des ateliers et autres séminaires pour se réunir entre membres du pôle.

Note sur la collaboration entre OSC et PDPP : que chaque pôle documente dans sa zone les disfonctionnement du PDPP et fasse des propositions, faire un

partage direct et des échanges, comme cela avait été fait pour le PSFE. La coordination doit élaborer des petits TDR et voir comment financer cette collecte des données. Avoir des chiffres, qui pourrons rendre palpable les difficultés ainsi pouvoir porter une action de plaidoyer pour faire changer les choses.

Pôle Yokadouma :

### **Rapport d'activités**

<b>Activités entreprises</b>	<b>Actions menées</b>	<b>Résultats obtenus</b>
Soutien à la scolarisation des enfants Baka	Développement d'une proposition d'approche stratégique innovante	Document disponible en dernier draft
	Test de la proposition (bourses, soutien aux parents, aux enseignants, formation, sensibilisation, etc.)	100 bourses octroyées aux enfants
		Acteurs locaux sensibilisés, (RACOPY et Membres pôles Yokadouma et Lomié, autorités, MINEDUB, SAS Baka MINAS, maires, Parents, COVAREF, CR/GRFA, sociétés privées, SEDUC, Ecoles catholiques, etc.
		936 enfants Baka au primaire
		80% enfants passent en classes supérieures
		20% de réussite aux examens officiels
		65% entrée en 6 <sup>ème</sup> et 1 <sup>ère</sup> année secondaire
		Collaboration avec certains SAS Baka et S/Préfet
Sollicitation du document d'approche par l'Inspecteur MINEDUB Yokadouma pour application par les écoles		
Sécurisation des droits des Baka dans les Plans d'aménagement des Parcs Nationaux de Lobéké, de Nki et de Boumba Bek	Cartographie participative des espaces ressources	05 cartes communautaires et 01 carte générale pour les communautés vivant autour et dans le Parc de Lobéké
	Formation des leaders Baka (Asbabuk) sur les techniques de négociation, les techniques de collecte des données et la lecture / explication des cartes	25 kulawé formés dont 06 femmes
	Ateliers de négociation	02 MoU produits et validés au niveau local (Baka & services de conservation PNL et PNBB et transmis au MINFOF
	Suivi des dossiers	02 missions de suivi par CEFAID (local) et CED (central)
Cas de violences et abus sur les Baka	Suivi et enquête du cas de Bela	03 militaires en prison à Bertoua
	Suivi et enquête à Elandjo	Mis en cause en fuite
	02 cas d'assassinats des Baka	Recherche des mis en cause en cours
	Plaidoyer pour les Baka complice de braconnage auprès du WWF	Les 03 Baka relâchés (profitant du fait que le détenteur de l'arme avait corrompu les agents)

**Annonces et constats :**

- Baisse de la dynamique du pôle
- Partenariat avec WWF / WWF Allemagne arrive la semaine prochaine =>visite terrain et proposition à faire (abus ? AGR, Education ? etc.)
- Sylvie Asso est malade à Yaoundé
- Décès Sœur Rita et Akondja
- Retour Plan Cameroun à Yokadouma (Vital ancien Perad =>collaboration positive, prévu réflexion sur les activités en lien avec l'Education)
- Collaboration apaisement avec WWF et la commune de Moloundou (nouveau Maire)
- Pas collaboration avec SAS Yokadouma qui se prend comme personnel PNDP
- Processus récupération des champs, plantations, terres par Centre social Yokadouma et Gendarmerie
- Projet artisanat minier (étude pilote à Est (Woumbou) et au Sud (Akoum 2))
- Recensement général population en vue : que faire ?

Des débats qui ont suivi, il est ressorti ce qui suit :

\_ 100 bourses ont été données aux enfants, frais d'examen, cahier et tenus. La collaboration avec certain SAS comme le SAS Baka de Yokadouma s'est amélioré, fruit d'une collaboration positive avec PLAN Cameroun.

Les pôles doivent éviter les doublons et faire passer la communication pour savoir qui fait quoi ?

**Note sur le Recensement général des Peuples Autochtones comment se positionne le RACOPY.**

Que le RACOPY prenne en main le document d'approche stratégique et suive les processus pour se rassurer que ça va aller. Le RACOPY devrait faire un plaidoyer et suivre pour savoir les possibilités d'accès au parc, vérifier la prise en compte des droits des Autochtones, réfléchir à comment faciliter les échanges entre Coordination RACOPY, BUCREP et MINEPAT. Il y a des endroits qui n'ont pas été recensés car les communautés n'ont pas été impliquées. Au niveau des organisations de Yaoundé, il s'agit de voir comment ils peuvent rencontrer le MINEPAT, le BUCREP pour ne pas être surpris, pour être près et pour pouvoir faire des propositions pertinentes.

Cela pourrait être financé par les fonds de la caisse du RACOPY, collecter l'information, et rencontrer le ministre pour un échange physique après avoir lu et analysé le décret. Cela sera peaufiner par les organisations qui sont à Yaoundé, faire une séance de travail des organisations monter les termes de références, calendrier et toutes les informations utiles pour communiquer aux organisations sur le terrain, enfin rencontrer le BUCREP et le MINEPAT.

Pôle DJOUM, Sangmélina :

Depuis le dernier RACOPY il s'agissait de se réunir et de voir ce qui ne marche pas, malheureusement ceux-ci n'ont pas pu être réuni. au niveau de CED on se dit que tant qu'il n'y a pas ce dialogue clair, le CED devra sursoir les activités dans la zone de Djoum. APIFED avance néanmoins avec les activités, la question sur laquelle les organisations réfléchissent est de savoir que faut-il faire, avec qui ? APIFED et CED cherche à développer une stratégie, et ne devrait pas laisser se refroidir les organisations sur le terrain. La discussion avec les organisations Baka devrait se poursuivre et se faire en synergie.

La cartographie avec la RainforestFoundation UK intègre dès à présent un volet de cartographie participative des campements Baka. Participation au comité de pilotage des projets REDD et JEF/MINFOF on cherche à développer une synergie (CF support).

A NTAM, APIFED a été interpellé pour la prise en compte de communautés Baka. Participation au dialogue intercommunautaire avec le SAS Baka de Djoum. Les communautés choisies sont celles pour lesquelles le problème foncier ne se pose pas avec acuité. Les délais n'ont pas permis qu'APIFED se préparent bien mais des propositions ont néanmoins été faites.

Le suivi des Baka en prison pour meurtre. 4 Baka et 1 bantou sont en prison pour meurtre sur un élève gendarme qui tentait d'emporter ses appareils. Ce dossier est suivi en partenariat avec la CNDH.

Accompagnement au développement des initiatives de forêt communautaire en faveur des Baka d'Assok le processus impliquant le WWF n'implique pas véritablement les Baka mais suit sont cour en bonne voie.

Pour ce qui est de rainbow, contribuer à faire un espace spécifique aux Baka. La journée internationale de la femme rurale a regroupé les femmes Baka, WWF a produit les Tee-shirts pour la sensibilisation.

Campagne de sensibilisation à la santé communautaire avec ZIL.

Nous regrettons le comportement cupide du SAS Baka de Mintom ce n'est pas le SAS qui a approché APIFED, l'implication d'APIFED ne s'est pas faite dans le cadre de la plate-forme, mais comme un consultant. Ici il faudrait revenir sur les éléments qui vont nous permettre de porter le plaidoyer. Il faudrait donc, pour ne pas être pris de cours définir, clairement la collaboration entre RACOPY et PDPP. Le travail des membres doit être un travail de suivi et non un travail d'exécution, car si une organisation à un contrat de mise en œuvre il ne faudrait pas que nous nous contredisions en attaquant un programme mis en œuvre par une organisation membre du RACOPY.

Préparation du festival Baka green days en cours les documents y relatifs sont joints au présent rapport.

L'accompagnement au plaidoyer autour de Sud CAM : Sud Cam n'a pas pris en compte ses communautés, la carte a été utilisée, pour une prise en compte de la présence de ses communautés dans la forêt.

Pour ce qui est des accords de cogestion, le travail devait être fait de manière participative, et les intérêts des membres devaient être pris en compte. Faire des rapports sur les processus et les tricheries des organisations.

*viii. Rapport des activités de la présidence et de la coordination :*

*Rencontre avec CamIron :*

Malheureusement, le processus d'indemnisation n'est plus entre les mains de CamIron et maintenant cela est repris par le gouvernement.

*Finalisation des textes de bases du RACOPY.*

Les textes ont été donnés à un expert pour une relecture ceux qui désirent ajouter des points, devraient saisir la coordination.

*ix. Rappel des principaux textes de bases du réseau*

Ce point est difficile à traiter car nous n'avons pas encore le manuel de procédure. Néanmoins, les points suivants ont été passé en revue :

Pour ce qui est de la classification des structures, classification déterminant les cotisations à payer, le texte a été lus, et les interventions ont portés sur le

paiement des contributions. La coordination ne paye pas de contribution, la présidence par contre si, pourquoi parce que la coordination travaille et engage des dépenses pour le RACOPY, dépenses qui ne lui sont pas remboursés.

Le CEFAID, est rangé avec les organisations autochtones comme ABAWONI, cela n'a pas semblé juste au CEFAID. Le manuel de procédure reste à finaliser par le consultant pour y intégrer les modifications faites dans les statuts et règlement intérieur. C'est ce document qui nous permettra de voir plus clairement à quoi sert l'argent ainsi collecté.

Ce qui a déterminé le choix de ce type de classification était à l'origine *la solidarité*, il s'agissait d'aider les moins nantis à supporter les charges liées à leurs déplacements pour les Assemblées Générales du RACOPY. De la même façon, si une structure voit son revenu baisser, elle le signale, et change de groupe. D'autre part, le RACOPY envisage rechercher des financements (projet) et simultanément continuer de collecter les contributions des membres.

Le cas d'APIFED la structure ne comprend pas sa classification et s'indigne de devoir de se retrouver parmi les organisations nationales, et à devoir payer des pénalités.

*x. Le point sur le festival culturel et touristique Baka green days*

Exposé sur le contexte, les objectifs, et l'état d'avancement des activités préparatoires (incluant les pays voisins : congo, Gabon...) actuellement, les Baka ont nettoyé un espace de près de 2 ha cette année le festival sera donc quasiment sous régional, et suscite l'adhésion de PLAN Cameroun, UNESCO, MINAS, MINCULTURE, MINTOUR...

APIFED prend en compte tous ce qui peut être représenté à ce festival, chacun à son niveau devrait participer à la sensibilisation. Le RACOPY doit proposer des thématiques à intégrer dans les échanges. Les membres du RACOPY devraient élaborer et transmettre la liste des tradi-praticiens, des jeunes qui veulent prendre part aux rites d'initiations, et des propositions d'autres actions qui pourraient être pertinentes. Les organisations devraient se rapprocher des maires, qui pourraient participer à déplacer les membres de leurs communautés.

*xi. Présentation FCTV*

Présentation de l'organisation, légalisé en 2008 la structure intervient dans les villes de Yaoundé Douala et tout autour de la réserve de biosphère du Dja. Elle travaille sur plusieurs axes stratégiques :

- Assainissement et services sociaux de base,

La structure a travaillé avec les populations Baka, la structure travaille sur la problématique des droits de l'homme, en utilisant la musique comme outil pour sensibiliser les populations.

Dans le cadre de différents projets d'AGR avec ECOFAC à Bengbis, l'implication des Baka a été une priorité.

La structure à travailler avec Caminex, Sundance dans le but de prendre en compte les communautés Baka.

Avec la SFID à Djoum en compagnie d'ADEBAKA, FCTV a travaillé avec l'équipe sociale de la SFID pour que les jeunes diplômés des eaux et forêts puisse y travailler.

Que peut apporter le RACOPY à cette structure ? FCTV souhaite pouvoir intégrer une équipe qui travaille sur la même thématique et apprendre des autres, pour pouvoir mener des résultats meilleurs.

FCTV est une association légalisé dans le droit Camerounais, c'est une organisation nationale.

***Qu'en disent les organisations du pôle Lomié et du pôle Djoum ?***

Les structures connaissent la structure, ASBAK, ASTRAD ont eu à travailler avec elle dans le cadre de différent projet et ces structures reconnaissent qu'FCTV (fondation Camerounaise terre vivante) continue à mener les activités. APIFED affirme que le travail sur le terrain avec les Baka est réel.

Est-ce que le travail fait avec Caminex ne s'opposent pas aux principes du RACOPY ?

Il s'est agi du volet social sur une étude d'impact, ils veulent en effet bien faire, mais ont des problèmes de méthodologie.

Le CED pense que le RACOPY serait le cadre d'amélioration de cette méthodologie.

*xii. Compte rendu de la réunion avec les partenaires technique autour de la réserve de biosphère de Dja:*

L'atelier a eu lieu à Abong-bang et avait pour objectif la redynamisation et le suivi des acteurs autour de la réserve de biosphère du Dja. Le rapport est disponible, il sera distribuer et adresser aux différentes parties prenantes (préfet du haut nyong, au ministre...). Les BAKA ont participé au processus, représenté par ASBAK malheureusement une autre activité a été programmée à la même date.

Il est recommandé de partager le document au réseau.

Des discussions qui ont fait suite à cette présentation, il est ressorti ce qui suit :

La révision du plan d'aménagement : il y a un réel problème d'implication des Peuples Autochtones, les communautés sur le terrain attendent encore voir venir. La présence de l'OSC ASBAK n'implique pas que les communautés BAKA ont été présentes. A ce niveau, FCTV explique que cette réunion visait à faire participer non pas les communautés, mais les organisations travaillant autour du Dja.

Le plan d'aménagement n'est pas encore validé, sa rédaction a été financée par le RAPAC qui a fermé. C'est à Bertoua que les structures ont obtenu le draft. Les contributions sont donc allées directement vers le consultant. En plus de contribuer, il faudrait aussi montrer si tel est le cas les faiblesses du processus.

Le 29 Octobre 2015 : deuxième jour

L'ouverture des travaux a été faite par le président qui a passé la parole à la modératrice pour un bref rappel de la journée précédente.

Les discussions qui ont suivi ont amenées à parler de la collaboration avec CamIron, nous avons eu une avancé car des OSC telles que BACUDA ont été impliqués, il faudrait documenter cette collaboration et soumettre à l'Etat, pour que cette façon de travailler soit dupliqué. Le RACOPY a fait pression à CamIron, et cela a abouti, malheureusement, le processus est récupéré par le gouvernement. Il faudrait donc documenter tous cela, l'enrichir avec les appréciations de CamIron et présenter le document à l'Etat. La discussion sera poursuivie.



*xiii. Plaidoyer sur les droits fonciers des peuples autochtones en rapport avec les activités de BIOPALM*

Après avoir présenté BIOPALM et son bref historique au Cameroun, il a été question de ressortir les difficultés liées aux peuples autochtones à savoir :

LE CLIP

Le consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) des Bagyéli, tel que requis par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, que le Cameroun a ratifié n'a pas été obtenu. Car en effet, pour établir la plantation, les arbres seront abattus et remplacés par une monoculture de palmiers à huile, rendant ainsi toute activité de chasse et de pêche dans ces zones impossible. Les moyens d'existence des Bagyéli sont principalement la chasse, la pêche et la collecte des produits de la forêt. Ils utilisent également la forêt pour la médecine traditionnelle. Il est clair que la plantation signifiera la fin de leur mode de vie.

3. LA PRISE EN COMPTE ET LES COMPENSATIONS

Le projet n'indique pas clairement comment la question des communautés sera traitée et ne prévoit aucune compensation pour les peuples autochtones et les autres communautés locales (Bagyéli et autres). Les communautés ont simplement été informées qu'une bande de 4 km de largeur le long de la route sera préservée, afin qu'elles puissent y mener leurs activités.

L'exposé a consisté ensuite à dire ce qui est fait par les structures locales, et les buts. En effet, les structures ont pue :

1. Faire un état des lieux de la situation et des besoins des communautés vivant dans la zone
2. Cartographier les espaces de vie et de collecte des ressources de ces communautés
3. Renforcer les capacités des représentants/porte-paroles des communautés autochtones pour que celles-ci puissent porter le plaidoyer auprès des décideurs.
4. Il s'agira ensuite d'accompagner les communautés à porter le plaidoyer auprès des décideurs.

Les buts présentés étaient :

- Instaurer le dialogue entre l'entreprise, l'Etat et les communautés riveraines du projet pour faire prendre en compte les préoccupations de ces communautés.
- Une modification du cadre légal et amélioration de la diffusion de l'information relative aux transactions foncières

Au terme de cet exposé, les interventions ont portées sur le fait qu'il fallait établir un plan d'action pour la suite et y faire ressortir l'apport du RACOPY. Il a aussi été conseillé de faire des alliances avec les élites et autres intervenant, faire une analyse des forces et faiblesses pour pouvoir construire une stratégie commune à toutes les structures travaillant autour de la même thématique.

*xiv. Réaliser le CLIP dans les initiatives/projets REDD+ au Cameroun*

L'exposé a porté sur les trois points suivant :

1. Que veut dire REDD+ ? CLIP ?
2. Importance du CLIP dans les projets REDD+
3. Les étapes de la mise en œuvre du CLIP
  - 1) Définition de REDD+ et CLIP

REDD+ est un processus international qui consiste à Réduire les Emissions de Gaz à Effet de Serre.

Le « consentement libre, informé et préalable » , principe international selon lequel une communauté a le droit de donner ou de refuser de donner son consentement à des projets proposés susceptibles d'avoir une incidence sur les terres qu'elle possède, occupe ou utilise traditionnellement.

- 2) Importance du CLIP dans les projets REDD+

Le processus de CLIP est une garantie sociale importante de participation au processus REDD+, car il donne la possibilité aux parties prenantes affectées par un projet REDD+ de contester, réformer, accepter ou refuser la mise en œuvre du projet.

- 3) Les phases de mise en œuvre du CLIP

Les phases de mises en œuvre du CLIP sont :

- La préparation

- La mise en œuvre sur le terrain
- Le suivi évaluation

Au terme de cette présentation, les participants ont ressortis que le document n'avait malheureusement pas simplifié la compréhension du CLIP, et ont fait remarqués que l'élaboration de ce document simplifié aurait dû impliquer toutes les structures travaillant sur cette question depuis des années, il aurait été question juste d'enrichir le document des avis des uns et des autres, pour pouvoir faire un document qui faciliterait réellement la compréhension du CLIP

## *xv. Suivi des grands projets*

### 1) CamIron :

Les difficultés se sont posées dans la commune d'Adjap et à Mingo'o, un Bantou revendique un espace accordé aux Bagyéli par son père, il veut être dédommagé pour ces espaces qui sont mis en valeur par les Bagyéli. Le Sous-préfet d'Akom II ayant été saisi n'a pas donné suite. BACUDA poursuit le dossier.

Pour le cas d'Adjap où la mairie a construit sur le sol des Bagyéli, le maire était de mauvaise foi le sous-préfet a convoqué une réunion, et facilité la résolution du conflit, il s'agissait de rétrocéder la maison au Bagyéli.

A Nyété, le tracé a été revu, et ne touche plus les Bagyéli de V12 et V15.

En somme, le RACOPY a milité pour que la société civile soit impliqué au processus, cela a été fait, et cela a bien marché, il sera donc intéressant de capitaliser tous ce qui a été fait pour informer le gouvernement. Les étapes de la discussion avec CamIron, doivent se poursuivre, CamIron veut que le RACOPY les accompagne à réaliser le CLIP et la collaboration doit continuer pour la prise en compte des impacts sur les Peuples Autochtones.

### 2) Port de Kribi

SDD a mis en contact BACUDA avec le port de Kribi, pour tous les aspects qui touchent aux Peuples Autochtones BACUDA sera impliqué. BACUDA veut négocier une amélioration de la qualité des maisons à construire aux Peuples Autochtones.

### 3) CAMINEX.

Caminex s'est rapproché de CADER pour savoir les communautés impactées par leurs travaux et a impliqué le CADER aux descentes sur le terrain.

A ce niveau, il est important de chercher et de publier la bonne information. Pour que les entreprises prennent mieux en compte les communautés, proposition de faire de descente sur le terrain avec des cadres de l'environnement. Cela a bien marché à HEVECAM où les communautés avaient été délocalisées et non relocalisées, il faudrait donc voir comment amener à mettre en œuvre le clip et prendre en compte les communautés. Il a été créé un cadre de dialogue constructif. HEVECAM dans son cahier de charge à Bidou. Pour les villages de Bidou CED prévoir d'accompagner les communautés pour l'élaboration d'un cahier de charges plus constructif, si ça marche cela sera répliqué dans les autres communautés.

#### *xvi. Réforme des pôles :*

Après un bref historique du RACOPY il est ressorti que la structure est constituée des organes Assemblée Générale, Pôles régionaux, Coordination et Présidence.

Les pôles régionaux existent pour regrouper les OSC qui sont dans une écorégion et sont soumis aux mêmes contraintes et enjeux les pôles ont donc été structurés comme suit :

- Océan
- Djoum-Sangmélima
- Lomié
- Yokadouma

Les pôles sont là où il y a les Peuples Autochtones le problème était le manque d'organisations qui travaillent pour les Beidzang à Ngambè tikar mais de plus en plus de structure y travaillent. Il existe aussi des organisations qui travaillent dans plusieurs pôles. Lorsqu'une organisation membre du RACOPY intervient dans un pôle elle devrait informer les membres de son pôle. Ceci, pour permettre l'harmonisation des approches et des interventions, malheureusement la dynamique en termes de pôle est en train de s'affaiblir. Il est donc question de voir ce qui pose problème dans chaque pôle :

Selon Moïse du CED qui a été membre de trois pôles et qui y mène encore ses activités :

Problème au pôle Océan : la force par le passé était les personnes, les membres étaient unis et travaillaient sur les projets en commun. Le problème ici part du fait que les personnes physique sont parties, il ne restait que CADER. Dans ce pôle il n'y a pas les problèmes entre les personnes la difficulté est de se retrouver ce qui est très couteux. Il faudrait dès lors saisir l'opportunité des réunions, vu que se retrouver chaque mois c'est difficile, les organisations membres peuvent s'entraider comme cela se faisait par le passé en termes de logistique. La durabilité des actions, pour renforcer la confiance et la collaboration il faudrait, organiser les membres du pôle en consortium, pour pouvoir soumissionner ensemble des projets.

Pôle Lomié : ce pôle à des problèmes de conflit de personnes, les gens ne s'entendent pas, il est fondamentale, de remarquer que tous les membres des pôles ont été divisé par l'argent de PLAN Cameroun (projet JUPA). La stratégie de PLAN Cameroun qui consistait à voir ensemble qui fait quoi ou et à financer ainsi les structures selon les différents axes d'interventions a changé dès l'instant, il faisait des contrats individuels avec les organisations ce qui a créé des conflits d'intérêt. Les conflits ayants éclatés, il faudrait donc se parler dans la sincérité pour pouvoir se refaire confiance et redynamiser le pole, et les structure, PLAN Cameroun heureusement, ramène la logique de faire ensemble.

Pôle Djoum : le CED qui dirigeait le pôle est parti, la possibilité qu'offrait le CED de loger les organisations une nuitée de plus pour se réunir s'est estompée. D'autre part, le projet Légitimité des représentants (OKANI) n'a rien arrangé. Le projet a commencé à désintéresser les membres du pôle, ceux-ci ne travaillent plus sans la permission d'OKANI.

Yokadouma : la dynamique baisse à cause des types d'organisation (grande, petite) les organisations ou les membres font citations et les coordonnateurs les mettent de côté. Le leadership, les organisations qui sont portés par des leaders et le décès de ces leaders. Le manque de moyen financier. La situation géographique, la distance. Les ressources humaines, la volonté de faire un déplacement gratuit.

Le point de vue du Président :

Pour ce qui est des PA, lors du projet ADEPADEL, un problème est né au sein des organisations des peuples Autochtones de Djoum Mintom, les changements à la tête de ces structures les ont déstabilisés. Les nouvelles personnes sont arrivées avec de nouvelles choses et ont impulsé des changements sans prendre

en compte tous les aléas. Lors du projet FPP, les organisations ont mis les gens à dispositions et ces personnes communiquent désormais très peu avec leurs organisations. La difficulté part de là, il faudrait prendre cela au sérieux pour que les pôles puissent se redynamiser. Il faudrait que les organisations revoient leur situation à l'interne, définir les rôles d'Okani et des organisations.

Pour PLAN Cameroun, les problèmes, et les causes communes doivent lier les personnes, et les aider à être ensemble. Les pôles de Yokadouma et Iomé, PLAN Cameroun va appuyer les plateformes d'échange entre organisations et redynamiser les pôles. Le SAS, le MINAS devrait participer, être mis à contribution. Les membres des organisations devraient laisser les considérations personnelles de côté et mettre en avant les besoins des communautés (la cause des Peuples Autochtones).

En somme, Un problème se pose clairement du point de vue d'OKANI. Mais c'est la même chose que font toutes les organisations, il faudrait donc communiquer franchement, éviter la création de clans et de réseaux de conflits d'intérêt. Nous avons un sérieux problème de communication. Aussi, il serait bien de voir objectivement, si le problème du pôle c'est le point focal, le suspendre.

Création d'un nouveau pôle ?

Pour les organisations qui travaillent à Ngambè tikar, il faudrait créer un pôle et le CAFER qui est déjà implanté là-bas serait président.

Pour PLAN Cameroun, serait inintéressant de créer un pôle pour une seule organisation. Le rapport du pôle serait donc le rapport de cette organisation, quel en serait la pertinence ? D'autre part qu'en disent les statuts ? Il faudrait se rassurer que ce pôle sera Perrin.

*Statut en terme de pôle* (lecture des textes) : les statuts parlent *des* organisations il ne faudrait donc pas créer un pôle pour une organisation.

Sachant que c'est l'assemblée qui crée et dissout les pôles, que les Bedzang ne sont pas encore représentés au sein du RACOPY et que la culture est en voie d'extinction (il n'y a que deux personnes qui y parlent bedzang aujourd'hui). Il faut donc créer un pôle et y associer les organisations qui y mènent les activités : il s'agira de préciser que les membres qui y mènent des activités fussent-elles ponctuelles, ou sporadiques participent à la dynamique du pôle.

*xiii. Présentation de CEDLA*

ONG locale localiser dans l'océan personne contact Martin BIYONG créer le 11 octobre 2008 gérer par une Assemblée Générale, un conseil de gestion et une coordination (c'est l'équipe technique qui coordonne les projets et veille à la mise en œuvre). Le but de CEDLA est de contribuer à la promotion d'un développement humain et participatif. Présentation des activités de la structure. Le CEDLA se propose de défendre les droits des communautés et travaille depuis 2010 sur les projets dans le nord de l'UTO Campo-ma'an.

Pourquoi CEDLA vient au RACOPY ?

Il est à noter que la structure a beaucoup travaillé sur la question de la propriété foncière, CEDLA veut poursuivre les actions déjà entamés en terme de propriété foncière et souhaiterais un échange d'expérience des membres du RACOPY. Le CEDLA rejoint le groupe pour apprendre du groupe et recevoir un appui stratégique pour savoir comment faire.

Est-ce que CEDLA connaît des initiatives menées par le RACOPY ou ses membres ? Le RACOPY a travaillé sur la sécurisation des espaces des Peuples Autochtones –CADER, APED, CED outre cela, beaucoup d'autres actions ont été rapportées par CEDLA

Ou est-ce que CEDLA est prêt à aller avec le RACOPY ? CEDLA vient justement pour la durabilité, vu la gravité des enjeux dans la zone. CEDLA vient pérenniser ses actions dans la zone et mieux se structuré en terme de méthode la structure souhaite harmoniser les approches.

Qu'en disent les autres membres ? APED reconnaît CEDLA et confirme l'effectivité de son travail sur le terrain, CADER et BACUDA aussi. Il travaille effectivement et doit s'améliorer. Quel est l'apport de CEDLA sur le terrain Marin Biyong a travaillé avec la forêt modèle pour la sécurisation des droits fonciers de Peuples Autochtones. CEDLA est rigoureux dans la gestion mais a de piètres méthodes. Du point de vue stratégique, les membres se concertent et Martin a besoin d'un tel cadre de concertation. CEDLA a en plus une bonne collaboration avec les autorités locales.

*xiiii. Divers*

Le RACOPY est invité le Jeudi 05 à Yaoundé, les structures de Yaoundé à savoir CED, FODER, GDA y travaillent.

Prochain RACOPY, les 25 et 26 février 2016 Inades Yaoundé où CED Djoum, recevront ces assemblées générales il s'agira de faire le point et de revisiter la planification du Réseaux.

Le point financier: la dernière fois le réseau à cotisé 450 000 les remboursements des membres ont coutés plus de 100 000Francs CFA.

Sylvie ASSO est gravement malade.

Bilan des articles à publier dans le journal, rien n'a été reçu. Il faudrait que Moïse aille chercher les articles dans les organisations.

*xix. Mot de clôture du président :*

Remerciement, travail très constructif, garder le programme des prochaine rencontre, être présent et sensibiliser les autres. Sur ces mots le président à clôturer les travaux.